

## Décision individuelle portant refus

N° DI – 2019 – 210

**Pétitionnaire** : FERRER Jean-Christophe - B110 CREATIONS  
**Nature de la demande** : Prises de vues réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial  
**Localisation** : RD 141 dite route des Crêtes

### Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1 et R.331-68 ;
- Vu** le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques, notamment son article 16 ;
- Vu** la charte du Parc national des Calanques – Volume I, notamment l'objectif VII limiter la « marchandisation » des sites et des paysages ;
- Vu** la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCOeur), notamment son MARCOeur 31 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;
- Vu** la délibération du conseil d'administration en date du 4 juillet 2018 adoptant la mise en œuvre d'une redevance relative aux prises de vue et la grille tarifaire pour les années 2018 et 2019 ;

**Considérant** la demande d'autorisation formulée le 10 septembre 2019, par la Sté B110 CREATIONS représentée par FERRER Jean-Christophe ;

**Considérant** que les prises de vues réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial, ne peuvent être autorisées par le directeur de l'établissement public qu'à titre dérogatoire ;

**Considérant** que l'établissement public doit prévenir les impacts directs et indirects sur les patrimoines compris dans le cœur du parc par un encadrement des activités en promouvant des pratiques respectueuses du milieu naturel ;

**Considérant** que les prises de vues des paysages du cœur de parc ne doivent pas être autorisées à des fins promotionnelles pour des produits ou activités éloignés des valeurs liées au caractère du parc ;

**Considérant** la note relative aux prises de vues ou de sons dans les Parcs nationaux, adressée le 9 janvier 2018 à l'ensemble des marques automobiles et des constructeurs et importateurs de motos adhérents, par le président de la Chambre Syndicale Internationale de l'Automobile et du Motorcycle (CSIAM) ;

**Considérant** que ces prises de vues ne sont pas compatibles avec les objectifs de la Charte : l'objectif VI préserver la quiétude des lieux et les possibilités de ressourcement de chacun et l'objectif VII limiter la « marchandisation » des sites et des paysages, auxquels s'ajoute une mesure partenariale de l'objectif XIII visant à limiter la circulation motorisée et le stationnement en cœur de parc,

**Considérant** que les activités décrites dans la demande ne sont pas conformes aux dispositions des textes susvisés,

## DECIDE

### **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

La demande d'autorisation déposée par FERRER Jean-Christophe de réaliser des prises de vues, en cœur de Parc national, sur la RD 141 dite route des Crêtes, pour un film ou des photos promotionnels et notamment pour un article à paraître dans le magazine de référence "Auto-Heroes" **est refusée.**

### **Article 2 : Mesures de contrôles**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Sanctions**

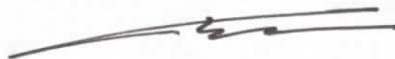
Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 4 : Publication**

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : [www.calanques-parcnational.fr](http://www.calanques-parcnational.fr)).

À Marseille, le 12 septembre 2019

Le Directeur



François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.